

**2006-09-27**

## **Letter to the Editor – The Suburban**

### **Short-term vision**

Over the past decade, environmentalists usually were favourable to the 2001 municipal merger. They reasoned that Montreal would have a mandate which was wider and more sensitive to greenspace preservation.

What a rude awakening to find that Mayor Tremblay's mega-Montreal has the same limited vision as the former small cities. This is especially evident in the current plans for the Whitehorse Rapids ecoterritory.

The former city of Pierrefonds made a land swap with a developer in part of the territory. That small city never had the funds to develop a regional park. Recently, instead of cancelling the swap, as it had the authority to do, Montreal accepted it. The convoluted reason given was that wetland (swamp) is more valuable than any other land.

This means that the future ecoterritory will consist mainly of wetland — flooded for part of the year, while the "dry" land will become a huge (350 unit) housing development.

The Tremblay administration's vision for the future of the island appears short term. A prisoner of past decisions, it limits greenspace acquisition to those areas where construction is prohibited.

As environmental threats such as global warming and species extinction loom larger on the horizon, residents should oppose this short-term thinking. They will have a golden opportunity when the Pierrefonds-Roxboro Town Planning Commission (CCU) meets in October to consider the ecoterritory.

**George Boutilier**  
Pierrefonds

2006-09-27 10:08:42

By **The Suburban.com**

A GREEN SPACE WORTH SAVING

# Save Golf Dorval, for all Montrealers

If you've never seen Golf Dorval, it's definitely worth a visit. Wedged between Sources Blvd. and Trudeau International Airport and between Highway 20 and the Trans-Canada, it should, by rights, have all the bucolic appeal of an oil refinery.

But the 25-year-old club manages to offer Montrealers a remarkably tranquil, pastoral green oasis in a neighbourhood not otherwise noted for its restorative country setting.

That's not a secret to the many thousands of people — not all of them West Islanders — who play about 60,000 rounds of golf annually at the 36-hole municipal club designed to international standards by architect Graham Cooke. Nor to the inside-golf crowd who awarded the people's club the prestigious Omnium Québec prize in 1994 and again in 1996.

But all that will soon become moot.

The clubhouse, fairways, putting greens, roughs and sand traps all rest on land belonging to Aéroports de Montréal, which operates nearby Trudeau airport. And the airport authority has decided that, after 25 years, it needs the land back. Not for runway extensions or more terminals, at least not now. ADM is cancelling the long-term lease it ceded to the club in 1981 — after a three-year stretch when the land was a dump — and plans on leasing most of it to companies with airline-related operations.

Club general manager Maurice Dagenais is holding out hope that at a meeting this week, ADM will let the club keep at least 27 holes. But that seems a long shot.

ADM should reconsider. It's a public authority, and quality-of-life issues, particularly preserving as much of our nearly extinct green space as possible, are also in the public interest. True, satellite businesses — aircraft repairers, for instance — must be in close physical proximity to the airport. But they're already at Trudeau airport, and it's hard to understand that the need for more space is so sudden and so great. Has air travel suddenly skyrocketed? Many businesses can also do the job just as easily off-site.

The issue transcends golf and golfers. You need only glance at a map of Montreal to see how little green space remains in our city.

We're all in favour of ADM growing and prospering — especially if that prosperity means putting the brakes on increases for parking fees, departure fees, fuel surcharges, improvement fees and all the other bites that nearly double the advertised price of an airline ticket.

But it must be balanced against Montrealers' right to not pave over every nook and cranny of the city.

ADM has every legal right to claim the leased land back. But morally it's also bound to consider the overall impact

of its decision, including quality-of-life issues in an area and city that cry out for green spaces.

It should let Golf Dorval keep at least 27 holes — and its essential setting.

Dagenais said that the club has trained 2,500 kids in golf. "It'll be a sad, sad day for kids (if it closes). Better here than on the streets."

Just so.

You can sign a petition to keep Golf Dorval at [www.sos.dorval.com](http://www.sos.dorval.com).



Golf Dorval: an oasis in the city.

# Réalité ou utopie?

## La protection des milieux humides est loin de constituer une priorité pour nos gouvernements

**TOMMY MONTPETIT**

*L'auteur s'exprime au nom du Front Vert. Le Front Vert est un mouvement citoyen composé de plusieurs associations et groupes environnementaux : Association pour la protection du Bois Angell, Association pour la sauvegarde du lac Saint-François, Citoyens pour la protection de Pointe du Lac, Coalition citoyenne santé et environnement, Coalition Verte, Comité des citoyens de la MRC Deux-Montagnes, Comité des citoyens pour les Rapides du cheval blanc, Comité des citoyens d'Irlande (Beauce), Enviro Mille-Îles, Fondation Rivières, La Corporation pour la mise en valeur du bois de l'Équerre (Laval), Le Comité pour un environnement sain à Dollard-Des-Ormeaux/Roxboro, Le Centre d'information sur l'environnement de Longueuil, Le Regroupement pour la protection des espaces verts Saint-Lambert, Le Regroupement des citoyens de Saraguay, Environnement nature Boucherville, Patrimoine bâti et naturel de Verdun, Sauvons nos boisés et milieux humides et tous les citoyens amis du Front Vert...*

Les citoyens du Québec sont depuis longtemps conscients des menaces qui pèsent sur les terres humides et de l'importance de mettre ces îlots de biodiversité à l'abri de la destruction. Avec acharnement et dévouement, ils se sont battus depuis plusieurs années en première ligne dans de véritables guerres de tranchées pour préserver les différents milieux dont la survie était précaire, bien souvent contre leur propre gouvernement.

Suite à l'annonce de la protection intégrale des milieux humides par notre ex-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) en mai 2005, une certaine accalmie, voire un certain vent d'optimisme, s'était installée chez les militants écologistes. Ce n'était qu'une brève illusion et, rapidement, les cas de destruction ont recommencé à se multiplier, avec ou sans autorisations des fonctionnaires du MDDEP. Rien ne semble maintenant pouvoir freiner la grosse machine du développement et les promesses faites par notre gouvernement ne se sont toujours pas matérialisées.

Avec le développement immobilier qui continue son ascension fulgurante, l'industrialisation de l'agriculture et l'étalement urbain qui se poursuivent sous les yeux des gens responsables de protéger notre environnement, les milieux humides du Québec méridional disparaissent à un rythme



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Tommy Montpetit

**Les milieux humides ne couvrent plus qu'un minuscule pourcentage de la superficie qu'ils occupaient historiquement.**

alarmant malgré la priorité que notre gouvernement semblait avoir accordé à leur protection.

Les effets dévastateurs de cette quasi-extinction se font sentir très durement dans le sud du Québec. Les inondations récurrentes, l'érosion des berges et la surcharge de polluants de toutes sortes présents dans les petits cours d'eau agricoles et urbains qui ne possèdent plus de filtres naturels pour se protéger, illustrent bien les conséquences de la destruction des derniers milieux humides. On retrouve, au bout de ces bassins versants, les grandes rivières méridionales qui se retrouvent en tête de liste du palmarès des cours d'eau les plus pollués au Qué-

bec. Et puis, après, il y a le Saint-Laurent qui n'en fini plus d'agoniser...

La biodiversité qui trouve refuge dans les terres humides ou qui en dépend directement se retrouve elle aussi au bord du précipice. Le chevalier cuirvé, la rainette faux-grillon de l'Ouest et plusieurs espèces de tortues menacées ne représentent que la pointe de l'iceberg de la problématique des espèces en danger de nos milieux humides. Plusieurs autres espèces plus communes ont aussi subi un déclin important et constituent des indicateurs que nos marais, marécages, tourbières et rivières se portent vraiment mal.

### Beaucoup de questions

En constatant cet échec en matière de protection des terres humides, comment se fait-il qu'une législation plus appropriée et beaucoup plus sévère n'ait pas encore été adoptée? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas scruté à la loupe la question de la gestion passée et présente de ces milieux, pour mieux nous préparer au futur? Ne serait-il pas essentiel d'imposer un moratoire ou une forme de protection immédiate pour ces écosystèmes non seulement riches en biodiversité, mais aussi du point de vue du rôle plus qu'important qu'ils ont à jouer dans le contrôle des inondations et de la rétention des polluants? Commence-t-on à voir une nouvelle tendance se dessiner à l'horizon, celle de laisser le soin aux municipalités de décider du sort des milieux humides sous une nouvelle forme de partenariat public-privé, bien souvent sous le couvert d'études effectuées par des firmes privées, qui ressemblent plus à des plans de développement qu'à de véritables plans de conservation? Ces questions fondamentales ont été posées à notre gouvernement à maintes reprises et n'ont jamais reçu de réponses.

Il serait odieux de penser que l'on pourrait encore sacrifier quelques hectares de terres humides, surtout que le Québec méridional affiche déjà un grave déficit à ce niveau. Les milieux humides ne couvrent plus qu'un minuscule pourcentage de la superficie qu'ils occupaient historiquement et tous doivent être protégés, du plus petit au plus grand. Demandez aux scientifiques, ils vous diront la même chose. Mais comme plusieurs citoyens et groupes environnementaux l'ont réalisé, il semble encore utopique de croire à une quelconque protection systématique de nos milieux humides aussi longtemps que notre gouvernement se laissera dicter ses actions par des intérêts économiques et non par la volonté populaire, celle de la protection de l'environnement et de la santé publique.

2006-09-14 The Mirror



**A (LAST?) WALK IN THE WOODS:** The Cheval Blanc Committee and the Green Coalition, two West-Island-based conservation groups, guided a tour last Sunday through the Rapides du Cheval Blanc Ecoterritory to show off the protected space that may soon be developed into a large-scale residential development. **PHOTO BY RACHEL GRANOFSKY**

2006-09-14



18, avenue Alliance Montréal, Qc H4K

Le jeudi 14 septembre, 2006

Mme Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions  
Gouvernement du Québec

**RE: Sauvegarde des milieux naturels des Rapides du Cheval Blanc – Un appel des citoyens**

Madame la Ministre,

La Coalition Verte vous lance un appel d'aide pour aider à protéger l'environnement et les droits des citoyens. Nous envoyons cette lettre de la part des citoyens, passés et présent, qui ont demandé et qui continuent à demander pour la protection des milieux naturels des Rapides du Cheval Blanc. Nous vous demandons d'examiner divers aspects du dossier complexe des Rapides du Cheval Blanc et d'intervenir afin de corriger des irrégularités procédurales possibles. Il est important d'assurer que des irrégularités de procédures et de consultation publique ne deviennent pas des précédents qui serviront aux projets de développement futurs.

La Coalition Verte est une association populaire de plusieurs groupes et individus de la région métropolitaine de Montréal. La Coalition Verte travaille via ses membres bénévoles, à la conservation, protection et la restauration de l'environnement. Les membres fondateurs de la Coalition sont fiers de noter que leurs premiers efforts pour protéger l'environnement, il y a déjà 40 ans, comprenaient leurs efforts pour demander la protection des berges des Rapides du Cheval Blanc dans l'ouest de l'île.

Le 1er août 2006, la Coalition Verte a présenté une demande d'intervention importante à l'Ombudsman de Montréal. Cette demande très détaillée demandait à l'Ombudsman d'enquêter et possiblement d'intervenir en ce qui concerne la légalité d'un plan, de la Ville de Montréal, d'imposer sans avoir eu de consultation publique antérieure, un projet de grande envergure de développement résidentiel dans l'écoterritoire des Rapides du Cheval Blanc dans l'ouest de l'île de Montréal.

Depuis le 1<sup>er</sup> août, pendant que l'Ombudsman de Montréal enquête sur la possibilité de nombreux irrégularités de procédures concernant le développement proposé des Rapides du Cheval Blanc, les divers niveaux de gouvernement municipaux avancent toujours à grands pas et poussent agressivement leurs efforts en ce qui concerne le projet développement résidentiel controversé.

Mme la Ministre

- Est-ce qu'il serait possible de renverser une décision prise le 31 août, 2006 par le conseil d'agglomération qui, en votant pour l'item 42.07 à l'agenda, a fait en sorte qu'une portion de l'écoterritoire des Rapides du Cheval Blanc a en effet été effacé puisque le conseil a accepté de l'enlever de la "liste d'équipements d'intérêt collectif"?
- Même si le conseil d'agglomération a voté pour adopter l'item 42.07 le 31 août, ne serait-il pas possible pour vous d'annuler ou de renverser ce vote important afin de prévenir que d'autres décisions inappropriées soient prises avant que l'Ombudsman termine son enquête? (La Coalition Verte avait demandé au conseil d'agglomération d'agir avec prudence et de reporter le vote concernant l'item 42.07 jusqu'à ce que l'enquête de l'Ombudsman soit terminée. La question est présentée en Appendice 1 à cette lettre)
- Est-ce que vous pouvez confirmer si le vote concernant l'item 42.07 à la réunion du 31 août 2006 du conseil d'agglomération est en effet un vote légitime? La liste, créée par le gouvernement du Québec, avec l'intérêt collectif à cœur, visait à protéger les régions avoisinantes des berges en ne permettant pas de vendre ou même d'échanger ces territoires importants. Est-ce que l'échange des terrains des Rapides du Cheval Blanc, un échange avec comme objectif un développement dans un écoterritoire en proximité des berges, ne va pas à l'encontre du décret du gouvernement?
- Si l'Ombudsman de Montréal conclue qu'elle ne peut pas intervenir dans ce dossier pour des raisons de juridiction, vous serait-il possible d'examiner le dossier en entier, présenté par la Coalition Verte et d'intervenir afin d'assurer que les droits démocratiques des citoyens ne continuent pas d'être empiétées?
- Si vous investiguez ce dossier, serait-il possible d'exiger, lors de votre investigation, que tous les intervenants (Ville de Montréal, Pierrefonds, Conseil d'Agglomération) suspendent leurs activités concernant le développement résidentiel dans l'écoterritoire des Rapides du Cheval Blanc?

Les quelques derniers espaces naturels sans protection et qui se trouvent dans les écoterritoires identifiées dans la *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels* de la ville de Montréal font face à d'énormes pressions de développement. Les membres bénévoles de la Coalition Verte continuent d'offrir leur perspective de protection de l'environnement à divers forums publiques, mais les opinions des citoyens semblent, de façon routinière, être ignorées puisque la ville est déterminée à développer à tout prix. Ceci explique pourquoi maintenant nous en sommes au point où seulement 3% du territoire de l'île de Montréal est désignée espace naturelle protégée.

Nous vous faisons donc appel, Madame la Ministre, pour que vous interveniez, si possible, dans le dossier du Rapides du Cheval Blanc:

- en révisant la validité du vote concernant l'item 42.07 du 31 août 2006 du conseil d'agglomération,
- en demandant au conseil d'agglomération de Montréal d'attendre la fin de l'enquête de l'Ombudsman de Montréal concernant les rapides du Cheval,
- en participant si nécessaire à la revue du dossier des rapides du Cheval Blanc qui a été présenté à l'Ombudsman de Montréal,
- en aidant à remettre dans l'équation démocratique municipale, la perspective des citoyens qui a si souvent été ignorée dans ce dossier complexe.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération

Al Hayek, Président  
Coalition Verte      Tel: (514) 487-7685

## Appendice 1

Résumé de la question numéro 6 posée par M. Lewis Poulin lors de la période de questions de la réunion du 31 août, 2006 du conseil d'agglomération de Montréal.

Notez qu'une copie papier de la Partie 1 de la demande d'intervention soumise à l'Ombudsman de Montréal par la Coalition Verte a été présentée au conseil d'agglomération pour le record public (pour accéder à la demande d'intervention au complet, soumise à l'Ombudsman de Montréal, allez au site [www.greencoalitionverte.ca/issues.htm](http://www.greencoalitionverte.ca/issues.htm))

Ci-dessous, l'essentiel de la question #6 posée par Lewis Poulin au Conseil d'Agglomération lors de la période de questions du 31 août, 2006

- Vu que la Coalition Verte a présenté une demande d'intervention sans précédent à l'Ombudsman de Montréal cet été

- Vu que la Coalition Verte demande à l'Ombudsman de renverser ou d'enquêter les irrégularités des événements qui ont servi à préparer le terrain pour un développement dans l'écoterritoire du Cheval Blanc
- Vu que l'enquête de l'Ombudsman n'est toujours pas terminée et clairement résolue
- Vu que l'item 42.07 de la réunion est lui aussi relié au développement dans l'écoterritoire des Rapides du Cheval Blanc
  
- Ne serait-il pas sage et prudent pour le conseil d'agglomération de Montréal :
  - de permettre à l'Ombudsman de terminer son enquête
  - de reporter le vote concernant l'item 42.07 sur l'agenda à une réunion future
  - d'exiger à tous les partenaires concernés dans le dossier des Rapides du Cheval Blanc d'attendre, eux aussi, que l'investigation de l'Ombudsman soit terminée et résolue
  - de réviser la possibilité de voter sur l'item 42.07 seulement après que l'Ombudsman a complètement terminé son enquête et résolu les inquiétudes soulevées dans la demande d'intervention

Pour voir une copie de l'agenda du 31 août, cliquez sur :

[http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/portail\\_fr/media/documents/Conseil\\_agglo\\_060831.pdf](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/portail_fr/media/documents/Conseil_agglo_060831.pdf)



2006-09-14

## Cheval Blanc project foes renew efforts **The Gazette**

**Battle over Pierrefonds shore. Conservationists try to win over public**



David Fletcher, vice-president of the Green Coalition (left), shows a poison ivy sprig to a group he was guiding through the Cheval Blanc Nature Trail in Pierrefonds on Saturday.

Photograph by : JOHN MAHONEY, THE GAZETTE



David Fletcher, vice-president of the Green Coalition, leads hikers through the Cheval Blanc nature trail on Saturday.

Photograph by : JOHN MAHONEY, THE GAZETTE

**CHERYL CORNACCHIA, The Gazette**

Published: Thursday, September 14, 2006

While a proposed waterfront development in Pierrefonds remains in dispute, the public was given a first-hand look Saturday at the site that has caused all the fuss.

More than 150 people turned out for guided walks along the island of Montreal's last remaining natural shoreline across from the Cheval Blanc rapids.

In the rain, the visitors - an eclectic group of nature lovers from across the island - made their way along the unspoiled stretch of shoreline, avoiding poison ivy and taking note of the area's rich biodiversity.

They saw rare snakes and where the endangered map turtle nests in spring. The natural area covering about 14 hectares of forest, flood plain and shoreline is slated for development. A 300-plus condo complex and a linear park hugging the shoreline are proposed for the land.

But while time remains, Montreal-area conservationists - including the Green Coalition and the Cheval Blanc Committee, a local group - continue to fight it out in the court of public opinion.

"This is a place to be preserved and taken advantage of by all Montrealers," said David Fletcher, vice-president of Montreal's Green Coalition.

"We won't stop fighting until we have exhausted every avenue," he said, pointing out cork elms and downy agrimony, a delicate yellow-flowered plant that was once thought to be extinct in Quebec for the past 30 years.

Many Montrealers are unaware of what is at stake, he said. It will all be lost, he added, if the condo development proposed by Montreal developer Grilli Immobilier Inc. is allowed to go forward in the rare green space.

George Boutilier, a former city councillor for Pierrefonds who came out to walk in the rain and admire the nature, said he is committed to seeing the land protected.

"It's inappropriate" that a development project that would rob Montrealers of the Cheval Blanc waterfront land could be decided by Pierrefonds alone, Boutilier said. "This is a project bigger than Lafontaine Park."

While the city of Montreal has promised to reserve a band of land along the waterfront, he said, a linear park alone is not enough to save the natural area.

Meanwhile, the future of the development is unclear.

Johanne Savard, the city of Montreal's ombudsman, continues to review the land-swap deal in which the borough of Pierrefonds handed over the seven-hectare parcel Grilli is now trying to develop. In exchange, Grilli gave Pierrefonds a seven-hectare parcel of land it owned in a protected flood plain farther west and where no building is allowed.

The Green Coalition and the Cheval Blanc Committee, which filed a complaint to the ombudsman alleging irregularities, is hoping the land exchange that paved the way for the development in the first place will be overturned.

This week, a spokesperson for the ombudsman said a decision on the case will be made next month.

Until then, blueprints of the project continue to work their way through the approval process at the municipal level.

Bert Ward, a city councillor with the borough of Pierrefonds, said a date has been set to present Grilli's latest plan to the public. Ward said a special town planning committee meeting will be held Oct. 23 during which the public will get a look at Grilli's latest plan.

[ccornacchia@thegazette.canwest.com](mailto:ccornacchia@thegazette.canwest.com)

© The Gazette (Montreal) 2006

## 2006-09-13: The Suburban

### Tour points to wildlife at Whitehorse

By Irene Chwalkowski, The Suburban

It was perfect fishing weather last Saturday but eight-year-old Ryan Amarica wasn't happy. Fifty strangers were spoiling his day, and he had to leave his fishing gear at home.

His mother, Sue Stacho, is a member of the Green Coalition and was leading a group of people along a nature shoreline trail in the western section of the Whitehorse Rapids ecoterritory to raise awareness of the latest green space on the island of Montreal slated for development.

The members of the Green Coalition maintain that if children like Ryan are to continue to have a local fishing spot such as this one, the time to act is now.

"We tell our children to go play outside. Where? On the asphalt?" said the group's spokesperson David Fletcher.

Montreal approved a land swap with developer Le Groupe Grilli to allow the construction of a residential project in part of the greenspace.

Helen Fotopulos, whose portfolio includes the preservation of natural spaces, and Pierrefonds Mayor Monique Worth, say the exchange was a winning situation for all involved.

But Fletcher says the land to be developed just south of the shoreline trail will have a huge impact on the floodplains that are already protected by federal and provincial laws, and should not be included in Montreal's figures as land that they are maintaining as green spaces.

"This is not a buffer zone," he said of the area the city labelled as a corridor between two ecologically valuable core zones. "A high density development with 1,000 people will reduce the eco-value of all the territory, not only where they build. Development will have a huge impact on this corridor."

"Twenty years ago, we saved Bois de Liesse," said Pierrefonds resident Tom Schwalb. "And the situation was as hopeless as this place is now."

Fletcher, who also led a tour on site, introduced people to indigenous trees and plants, insects, a praying mantis, ant mounds, and several varieties of ferns and vegetation that thrive in wet areas. He explained that map turtles, the brown snake, and the milk snake are endangered species that live in the ecoterritory.

"Last year, we found a 30-year-old female turtle with her eggs who was trying to find a nesting site near the apartment buildings in the eastern section of Rapides du Cheval Blanc," Fletcher said.

He pointed out that this section of the Rivière des Prairies is a staging and feeding area for migrating birds that include ducks and loons. A kingfisher was seen Saturday.

"The stakes are high," Fletcher said. "Stakes that the city is refusing to acknowledge."

Fletcher also talked about a species of plant described in Marie Victorin's *Book of Laurentian Flowers*, and designated as not having been seen anywhere in the province in 50 years.

"It was found here when Montreal did its evaluation of the ecoterritory," he said.



Photo by Irene Chwalkowski, The Suburban

**The Green Coalition's David Fletcher (left) leads the tour of shoreline at the Whitehorse Rapids in Pierrefonds Saturday.**

## 2006-09-13 : The Suburban

### Letter to the Editor – The Suburban

#### Question

Dear Mayor Tremblay,

Last Thursday, August 31, I incurred considerable time and cost by leaving work early in order sign up to ask a question at the agglomeration council meeting.

To my surprise and great disappointment, and after hours of waiting for my opportunity, I was told (along with at least a dozen other citizens) that question period was over.

I feel especially bitter about this because you warmly welcomed Sylvia Oljemark, acknowledged the presence of the Green Coalition members, and encouraged us to keep coming to city hall.

The question I had wanted to ask you, Mayor Tremblay, is: What is happening with the pool of municipal, provincial, and federal properties that was supposed to have been created under the City contract signed in January 2003?

My understanding is that unused publicly-owned land was to have been made available to be used for land-swapping in order to conserve natural spaces.

Has this land bank been created? Can we find out what properties are included in it? How much land is in it? Who administers it, and how are decisions made regarding land swaps?

Another question I have for you, Mayor Tremblay, is why the Office de la Consultation Public de Montréal's recommendation to place a moratorium on land development in the ecoterritories was not followed.

Finally, Mayor Tremblay: I ardently believe in the democratic process. I am requesting that you, right now, improve the system for asking questions at city hall meetings.

I suggest that the question period for the agglomeration council meetings be longer. For regular council meetings, make it easier to register to ask questions (not three hours before the meeting — it's too long!).

Make it easier for citizens to participate in the democratic process.

Make sure we can ask our questions.

**Alison Hackney**

via e-mail

2006-09-13 10:47:17

## 2006-09-11 : Comments from Helen Fotopulos, Executive Committee, City of Montreal, which appeared in The Gazette newspaper

the crisis in Quebec: Increase the remuneration of specialists and general practitioners. Then and only then will we be able to convince a young person to stay in Quebec and build a career in the public sector and teach the doctors of tomorrow.

Sarkis Meterissian MD, FRCS  
Montreal

### Privatization no cure

Re: "Privatize health care" (Letters, Sept 4).

While Quebec's system might not be perfect, or even close to it, privatization would be even worse. No federal or provincial law requires doctors to participate in the public system; they are free to leave at any time—and we are free to pay their fees. But very few practitioners or patients have chosen to do so.

And if you believe the United States has a private health-care model to follow, consider their private and public spending per-capita is more than Canada's, and yet they have higher mortality rates.

Eric Schultz  
Pointe Claire

### It's not smart to anger women

Re: "Controversial professor claims men are smarter than women" (Gazette, Sept.8).

If men really are smarter than women, male professor J. Phillippe Rushton would have fibbed, and claimed research shows women are 3.63 IQ points smarter than their male counterparts.

It is smart to dodge the slings and arrows of outraged women.

Ron Huza  
Montreal

### City is fighting to save green space

Re: "City can't afford to lose any more green space" (Editorial, Sept. 7).

Your editorial paints an inaccurate portrait of the city's han-

dling of the Cheval Blanc Rapids as well as our administration's strategy for preserving and creating green spaces.

Our multi-pronged approach includes spending millions of dollars to enhance Mount Royal, adopting an innovative approach to transforming the Miron quarry into a 190-hectare park, investing in our park infrastructure and planting trees.

Our administration has also been actively involved in efforts to reduce the scale of the Cheval Blanc Rapids development and to protect surrounding green space. Our efforts resulted in a smaller project and the elimination of the towers that had so concerned local residents.

The project also served as an important reference point in developing our policy for the protection and enhancement of natural habitats—a policy that reconciles development of the island with the protection of natural habitats by favouring integrated projects that allow place for natural habitats throughout the city.

There appears to be a widespread misconception that all land within the 10 eco-territories the city has identified is of important environmental value, and that any development within them constitutes a major breach of city policy. But these territories also comprise vacant lands of little or no value.

Helen Fotopulos  
Executive Committee  
City of Montreal

**Send letters to:** The Gazette, Suite 200, 1010 Ste. Catherine St. W., Montreal, Quebec, H3B 5L1  
By fax: 514-987-2639 or email: [letters@thegazette.canwest.com](mailto:letters@thegazette.canwest.com)

The best way to send letters is by email. They must include the writer's full name, address and daytime phone number. Letters may be edited, although care is taken to preserve the core of the argument. Copyright in material submitted and accepted for publication remains with the author, but The Gazette and its licensees may freely reproduce it in print, electronic or other forms.

We cannot acknowledge receipt of letters or return unpublished letters.

2006-09-09



## **News Release** **for immediate release**

**Le Comité pour la protection des espaces verts des Rapides-du-Cheval-Blanc and the Green Coalition**

### **Grand Opening of Cheval Blanc West Nature-Trail** **Saturday, September 9 10:00-12:30** **All welcome - Rain or Shine!**

#### **Cheval Blanc waterfront green space is in great peril - last chance to visit!**

**Directions: Follow Boulevard des Sources north to the end, then west (left) on Riverdale St., north (right) on Riviera St. to Park des Rapides-du-Cheval-Blanc**

On September 9, the public is invited to visit the Rapides du Cheval Blanc Ecoterritory and to enjoy the woodlands and marshlands, the shoreline and its stunning river views. The Cheval-Blanc Committee and the Green Coalition are promoting the conservation of all of Cheval Blanc West. Citizen volunteers will lead tours along the nature-trail through the ecoterritory so that residents may see for themselves the treasure they are in danger of losing forever.

Most of Cheval Blanc East has been developed since 2002 under Mayor Tremblay's watch. Now, the city is pressing forward to carve a major portion from Cheval Blanc West for a large-scale residential development. The future of the ecological integrity of this rare waterfront green space is in danger. *"Citizens' support is essential,"* commented Green Coalition President Al Hayek, *"to prevent this disaster."*

#### **Background info:**

Over the past few years, Montreal's municipal government has acted as if the Island's unprotected green spaces were inexhaustible. This is why only about 3% of the Island has been protected.

The vocation of the Rapides du Cheval Blanc Ecoterritory as parkland has long been recognized by residents and citizens have called for its conservation for the past forty years. With its vistas on Rivière des Prairies, its tranquility and rural character, it is ideal

for satisfying the needs of a growing population with leisure time and needs for outdoor exercise and relaxation.

Even the City of Montreal, in a recent study, calls this site one of the most interesting natural areas still available, with a biological diversity greater than Mount Royal. The study also notes that the area is ecologically fragile. Therefore, it is inexcusable that the Tremblay Administration, without any prior public consultation whatsoever, has approved a land-swap, setting the large residential project for Cheval Blanc West in motion. The only truly protected area that will be left is the portion where flooding makes construction illegal.

### **Tremblay Administration makes a mockery of Participatory Democracy**

On August 31, at the Agglomeration Council Question Period, Green Coalition members and supporters, including the newly formed Green Coalition Youth registered to voice their opposition to the city's new plans that signal the loss of large portions of the Island's last natural spaces. And they planned to protest the sacrifice of Cheval Blanc West ecoterritory land for private profit. **Note:** According to its *May 2006 Bilan ( Page 22): Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de Montréal*, the city is prepared to sacrifice approximately one-half (about 800 hectares) of the Island's last unprotected ecoterritory green spaces to urban development.

### **But citizens were turned away on August 31**

Of the 21 persons registered for question period only 6 were heard. All the rest, including the Youth reps were not permitted to pose their questions. This is yet another example of citizen input being brushed aside in recent years. Despite much rhetoric and the adoption of policies to embody commitments to transparency, to public consultation and to democratic process, the Tremblay Team commitments are proving to be meaningless.

### **The Ombudsman should be permitted to complete her task**

The Green Coalition has submitted an extensive appeal to the Ombudsman of Montreal to investigate the legitimacy of various actions to permit the massive construction project at Cheval Blanc without prior public consultation. The Ombudsman should be permitted to complete her task before any further steps are made by the city in this case, without any undue pressure being put on her office. Instead, the Agglomeration Council proceeded with its vote to further clinch the Cheval Blanc deal on August 31.

To read the Green Coalition Submission to the Ombudsman and more than 100 documents that support the submission, please visit the website:

<http://www.greencoalitionverte.ca/english.htm>

**Journalists are particularly welcome on September 9, to discover what the controversy is all about and to learn why citizens are defending green spaces like Cheval Blanc. Photo ops are superb!**



**Contacts:**

Green Coalition

Alison Hackney	514-246-4503
George Boutilier	514-620-4157
Ryan Young	514-457-8653
David Fletcher	514-683-7864
Sylvia Oljemark	514-332-9146

Green Coalition Youth

Daniel Oyama	514-774-1027
--------------	--------------

Le comité pour la protection des espaces verts des Rapides-du-Cheval-Blanc

Carmen Vrana	514-421-3530
Sue Stacho	514-421-9713
Helena Fletcher	514-684-4998



## **Communiqué pour diffusion immédiate**

**Le Comité pour la protection des espaces verts des Rapides-du-Cheval-Blanc  
et la Coalition Verte**

### **Ouverture du sentier - nature de l'écoterritoire Rapides du Cheval Blanc Ouest**

**Le samedi 9 septembre, 10:00 a.m. - 12:30 p.m.  
Venez en grand nombre – beau temps, mauvais temps!**

**Des portions de l'écoterritoire des Rapides du Cheval Blanc  
sont en péril**

**Venez voir et visiter avant qu'il ne soit trop  
tard!**

**Pour s'y rendre : Blvd des Sources, direction nord, jusqu'au bout; ensuite à gauche  
(direction ouest) sur Riverdale; ensuite à droite (direction nord) sur Riviera,  
jusqu'au parc des Rapides-du-Cheval-Blanc**

Le 9 septembre, le grand public est invité à se rendre à l'écoterritoire des Rapides du Cheval Blanc pour une randonnée dans les boisés, en proximité de marécages et des berges pittoresques de la rivière des prairies. Le Comité pour la protection des espaces verts des Rapides-du-Cheval-Blanc avec la Coalition Verte travail à assurer la conservation de tout le secteur ouest du Cheval Blanc. Des citoyens bénévoles guideront les visiteurs tout au long d'un sentier pédestre qui traverse l'écoterritoire afin que les résidents puissent voir leur trésor naturel en voie de disparition.

Depuis 2002, la plupart du développement urbain dans le secteur 'est' du Cheval Blanc a eu lieu sous la gouvernance du maire Tremblay. Maintenant, la Ville veut continuer le développement urbain dans l'écoterritoire en permettant la construction d'un projet résidentiel d'envergure dans le secteur plus à l'ouest, à coté du premier développement. L'intégrité écologique d'un espace vert et bleu, unique comme l'est le Cheval Blanc, est

clairement menacé. *"L'appui des citoyens est essentiel et critique afin de prévenir et cesser nos pertes écologiques désastreuses"* affirme Al Hayek, Président de la Coalition Verte.

### **Information à l'appui**

Durant les dernières quelques années, le gouvernement municipal de Montréal a encouragé le développement sur l'île comme si les territoires verts étaient sans limites. Ceci explique maintenant pourquoi seulement 3% de l'île de Montréal a été protégée à date.

Une vocation de parc pour l'écoterritoire des Rapides du Cheval Blanc a été reconnue par les résidents et citoyens qui, depuis plus de 40 ans, demandent que cet endroit soit préservé. Avec ses vues panoramiques de la rivière des prairies, sa tranquillité et son caractère rural, cet endroit est idéal pour satisfaire à une population croissante qui ont de plus en plus un besoin d'endroits où il fait bon se divertir, s'exercer et relaxer.

Même la ville de Montréal, dans une étude récente, mentionne que cet écoterritoire est un des rares sites qui nous est encore disponible et que sa diversité biologique est plus grande que celle du Mont Royal. L'étude note aussi que l'écologie de cet endroit est très fragile. Il est donc inexcusable que l'administration Tremblay, sans aucune consultation publique, ait appuyé un échange de terrain dans l'écoterritoire qui permettrait maintenant le développement d'un projet résidentiel d'envergure. Le seul endroit qui restera désigné comme protégé, sera la portion de la zone inondable où il sera toujours illégal de construire.

### **L'administration Tremblay se moque de la démocratie participative**

Le 31 août, 21 membres et partisans de la Coalition Verte, incluant le groupe des Jeunes de la Coalition Verte, se sont inscrits à la période de questions pour la réunion du conseil d'agglomération. Les citoyens voulaient, par leurs questions, rendre visible et clair leur opposition aux plans de la ville qui signalent la perte de grandes portions des derniers espaces verts de l'Île. Ils voulaient aussi rendre clair leur opposition aux plans de sacrifier une portion du Cheval Blanc Ouest pour de simples profits pour certains. **N.B.:** Selon le *Bilan Mai 2006 (Page 22): Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de Montréal*, la ville est prête à sacrifier une demie (environ 800 hectares) de nos derniers espaces verts provenant des écoterritoires désignées comme non protégées afin de permettre le développement urbain de continuer.

### **Mais on refuse d'écouter aux questions des citoyens à la réunion du 31 août**

Des 21 personnes inscrites pour la période de questions, seulement 6 personnes ont pu parler au micro. Les autres, incluant des membres de la Coalition Verte Jeunesse n'ont pas eu la permission de poser leurs questions. Comme on a vu récemment, ceci est un autre exemple de comment on ignore ou met de côté les commentaires des citoyens. Malgré l'adoption de politiques qui parlent d'un engagement envers la transparence, à la consultation publique et à la démocratie participative, les promesses de l'équipe Tremblay ne semblent pas se réaliser.

### **L'Ombudsman de Montréal devrait être permis de compléter son enquête**

Le 1<sup>er</sup> août 2006, la Coalition Verte a présenté une demande d'intervention sans précédent à l'Ombudsman de Montréal lui demandant d'investiguer la légitimité de divers actions qui ont été prises par la Ville de Montréal afin de permettre, sans consultations publiques, le projet de construction majeur dans l'écoterritoire du Cheval Blanc. L'Ombudsman devrait terminer son enquête dans ce dossier avant que le développement par la ville soit permis de continuer dans le Cheval Blanc. Par contre, le conseil d'Agglomération, par un vote due 31 août, et avant que l'ombudsman termine son enquête, a permis au développement du Cheval Blanc de continuer. La Coalition Verte attend toujours avec impatience, le verdict de l'ombudsman de Montréal.

La demande d'intervention soumise à l'ombudsman de Montréal, le 1<sup>er</sup> aout, par la Coalition Verte est a : <http://www.greencoalitionverte.ca/english.htm> avec les plus de 100 documents à l'appui.

**Les journalistes sont invités le 9 septembre, afin d'y voir et découvrir pour eux-mêmes la source de la controverse et pour apprendre pourquoi les citoyens veulent défendre les espaces verts comme Cheval Blanc. Vous y trouverez maintes occasions pour des photos superbes!**

#### **Points de contacts:**

##### Coalition Verte

Alison Hackney	514-246-4503
George Boutilier	514-620-4157
Ryan Young	514-457-8653
David Fletcher	514-683-7864
Sylvia Oljemark	514-332-9146

##### Coalition Verte – Jeunesse

Daniel Oyama	514-774-1027
--------------	--------------

##### Le comité pour la protection des espaces verts des Rapides-du-Cheval-Blanc

Carmen Vrana	514-421-3530
Sue Stacho	514-421-9713
Helena Fletcher	514-684-4998

**2006-09-08 : Cité Nouvelles**

Par Guillaume Picard

Voir tous les articles de Guillaume Picard

*Article mis en ligne le 8 septembre 2006*

## **Le Conseil d'agglomération entérine l'échange de terrains**

**Les berges seront protégées et le Groupe immobilier Grilli pourra construire sur l'ancien dépôt à neige**



David Fletcher, de la Coalition Verte, bien connu pour son opposition au projet domiciliaire du Groupe immobilier Grillides aux Rapides du Cheval Blanc, déplore l'échange de terrains. Photo Jacques Pharand (Photo: RCB Suite10-09-06-15)

Le Conseil d'agglomération entérine l'échange de terrains

Les berges seront protégées et le Groupe immobilier Grilli pourra construire sur l'ancien dépôt à neige

Le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné l'échange de terrains entre la Ville de Montréal et le Groupe immobilier Grilli relativement au controversé projet domiciliaire des Rapides du Cheval Blanc.

Selon la mairesse de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, Monique Worth, il s'agit d'une excellente nouvelle : «Ça va nous donner la chance d'avoir un terrain qui pourra être exploité comme parc linéaire et, je le répète, le long de la berge, c'est protégé de toute construction. Pour l'instant, tout ce secteur n'est pas très invitant, mais nous aurons accès, un jour, à un nouveau parc.»

Monique Worth croit que les opposants au projet refusent systématiquement tout projet de développement, toute construction : «Ces gens-là ne voudraient pas, jamais, qu'on construise. Le promoteur aura le droit de construire sur un terrain où il n'y a pas d'arbres. Ce terrain se trouve à être un ancien dépôt à neige. Je connais bien ce coin, car je ne vis pas très loin et je ne comprends pas pourquoi les gens défendent le terrain que nous avons échangé. Il n'est pas très beau.»

David Fletcher, de la Coalition Verte, bien connu pour son opposition à ce projet domiciliaire, déplore l'échange de terrains : «Ce n'est pas une entente acceptable, elle n'a rien d'intéressante, excepté pour le promoteur et les membres du conseil d'arrondissement.» Selon M. Fletcher, tous les terrains de ce secteur devraient demeurer publics, car «il y a plusieurs espèces à protéger».

#### Dérapage

Selon Helen Fotopulos, responsable des parcs, des espaces verts et bleus, et de l'environnement au comité exécutif de la Ville de Montréal, l'échange de terrains n'a rien coûté aux contribuables : «Nous avons échangé 5 hectares pour 15 hectares, dont 10 qui sont en milieu humide.» En ce qui a trait aux attaques de la Coalition Verte, laquelle affirme que les élus sont prêts à sacrifier des centaines d'hectares dans l'ensemble de l'Île de Montréal, la mairesse de l'arrondissement Plateau-Mont-Royal croit qu'il y a ici exagération: «Certains groupes de pression commencent à dérapier. Je me demande si nous vivons sur la même planète, car la solution que nous avons trouvée dans le cas du dossier des Rapides du Cheval Blanc, c'est de céder un ancien dépôt à neige pour un terrain qui a une valeur écologique très élevée. Où est le problème?», s'interroge Mme Fotopulos.

Mme Worth se dit, elle aussi, très satisfaite du dénouement de ce dossier qui défraie la manchette depuis près de cinq ans : «Nous attendons maintenant que le promoteur nous présente son projet et, comme d'habitude, il y aura des sessions d'information et des consultations.» La mairesse de Pierrefonds-Roxboro rappelle que le projet initial, qui devait comprendre quelque 650 unités d'habitation, a été ramené à 350 unités.

A20 EDITORIAL

DON'T PAVE OVER CHEVAL BLANC

# City can't afford to lose any more green space

The scarcer the commodity, the more valuable it becomes. That alone makes green spaces in Montreal worth their weight in gold.

Of the roughly 50,000 hectares that make up the island of Montreal, about 47,000 have been developed – paved over, built up, landscaped or “tamed” in some fashion. This leaves a scant, and very precious, 3,000 hectares of unspoiled territory – wetlands, forests, meadows and the like.

Now, developers are planning to take a large bite of that 3,000 hectares in Pierrefonds' Cheval Blanc Rapids and turn them into yet more high-rises, townhouse condos and asphalt. That massive project should be either shelved permanently or dramatically downgraded.

For years, particularly at election time, Mayor Gérald Tremblay has paid much lip service about the need to protect the very few natural habitat spaces that still grace Montreal Island. But last week, he “qualified” all that went before.

“When I said ‘What is green will stay green,’” he clarified during question period at city hall, “I was mentioning the mountain (Mount Royal). ... That's what I meant. We are doing our best to save as many green spaces as possible.”

We're a long, long way from “what is green will stay green,” here.

Tremblay has to juggle competing interests, it's true. And in that ill-defined contest, economic development is constantly at loggerheads with environmental interests, and preserving some balance between the two is no easy task.

That said, though, several points come to mind. First is that Tremblay was elected twice, partly on his commitments to preserve Montreal's dwindling green areas and eco-territories. Second, economic interests are generally much more powerful than eco-groups, and any balancing of interests must take that lopsidedness into account. Third, there are limits to everything, including construction.

Finally, people don't live by bread alone. They also need – some more than others, but everyone to some degree – other forms of sustenance. As life keeps accelerating to keep up with the speed of the microchip, a simple walk in the woods takes on the allure of necessity, not just a whim – balm for the soul.

For Cheval Blanc, the economic case is straightforward: More housing means more property, school and other taxes reaped by the city, not to mention increased local economic activity. For Pierrefonds, it's low-hanging fruit that is almost impossible to resist.

But resist it should. Much of that land is a flood zone, and can't be built on. And the Green Coalition estimates the city could have bought the waterfront land the developer plans on building up for \$700,000 – a relatively modest sum.

There are other ways of encouraging investment. Fixing roads, improving bus and train connections and other unglamorous tasks would ensure Pierrefonds's long-term prosperity more efficiently than stacking up buildings indiscriminately.

Cheval Blanc is one of the largest swamplands left on the island of Montreal, host to some endangered species. That appeal, in this case, should tip more in favour of conservationists than developers.